



**LE FAIT DU JOUR**

# Parents d'élèves la grande inquiétude

Entre la crainte de la fermeture des établissements et la peur des contaminations en classe, malgré un protocole sanitaire renforcé mis en œuvre ce matin, dur d'être parent en ce moment !

**PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU**

**À QUI LE TOUR ?** Après les étudiants, reconfinés depuis début novembre, voici que leurs petits frères et sœurs s'apprentent à rester, un peu plus souvent, à la maison. À partir d'aujourd'hui, en vertu d'un protocole sanitaire « renforcé », une partie des lycées réduisent leurs capacités d'accueil et passent certains enseignements à distance, manière de limiter les attroupements en cours, sur les parvis, à la cantine...

La mesure a été annoncée jeudi par le ministre de l'Éducation afin de lâcher du lest aux profs inquiets d'une propagation silencieuse de l'épidémie de Covid-19 dans leurs classes surchargées. Un premier aménagement du baccalauréat 2021 est aussi acté. Les épreuves communes prévues pour les élèves de 1<sup>re</sup> et de terminale en cours d'année n'auront pas lieu – les bacheliers seront évalués à 40 % sur leurs seuls bulletins et à 60 % sur des épreuves finales, maintenues à ce jour.

Vues à hauteur d'élèves, ces annonces signent le retour de l'école en pointillé, en visio... et des parents stressés. Car der-

rière l'ajustement technique de l'organisation se profile une question, décisive pour le quotidien des familles : l'école à la maison est-elle en train de faire son retour ?

**Une grève d'avertissement demain**

Si tous les lycées sont loin de s'être encore saisis de la possibilité des cours en demi-groupes, l'idée est sur la table de nombreux établissements. « On a le sentiment que l'idée se répand, chez des principaux de collèges aussi », assure Rodrigo Arenas, le coprésident de la Fédération des parents d'élèves FCPE, qui réclame depuis août la mise en place de « tiers lieux » pour accueillir, sous la responsabilité d'animateurs, les enfants qui ne seraient pas en classe. « Les parents ne sont pas enseignants, ce n'est pas leur rôle de faire l'école à la maison ! » martèle-t-il, en écho aux moments douloureux vécus par de nombreux parents, contraints de jongler entre télétravail et garde de leurs enfants lors du premier confinement.

D'ores et déjà, plusieurs syndicats d'enseignants demandent que la possibilité des demi-groupes soit élargie aux

collèges et aux écoles primaires. « Notre objectif, c'est que les écoles puissent rester ouvertes toute l'année. Pour cela, il faut prendre des mesures qui nous permettent de faire face aux vagues successives du virus annoncées cet hiver », plaide Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, principale organisation des professeurs des écoles.

Demain, une intersyndicale appelle en ce sens à une « grève d'avertissement » à tous les niveaux du système scolaire. Et depuis une semaine, sous le mot-dièse #BalanceTonProtocole, fleurissent sur les réseaux sociaux les photos de préaux bondés, comme pour confronter le ministère à un laisser-faire perçu comme un déni de réalité. « C'est faux, le ministre sait la réalité, simplement, face à un ministère de la Santé qui voudrait fermer davantage les classes, il a choisi de repousser au maximum le moment de passer aux demi-groupes, décrypte un proche du cabinet de Jean-Michel Blanquer. Son but est le même que celui des syndicats, éviter la fermeture ! »

La perspective fait frémir les associations de parents d'élèves, elles-mêmes divisées en interne entre les partisans d'une sécurité sanitaire maximale et les défenseurs d'un accueil général des enfants. « Deux années scolaires perturbées de suite, cela va finir par peser sur la capacité des élèves à réussir leurs études supérieures », craint Hubert Salaün, le président de la PEEP. « Le protocole sanitaire n'est pas idéal, le masque dès 6 ans n'est pas facile pour les enfants, mais on aurait tout à perdre à fermer les classes, abonde Gilles Demarquet, le porte-parole de la principale association de parents d'élèves du privé, l'Apel. Il faut laisser les établissements au maximum ouverts. » ■



**Deux années scolaires de suite perturbées, c'est la ruine de notre jeunesse !**

ENRICO SCHAEFFER,  
PÈRE D'UNE LYCÉENNE  
INTERNE À BAR-LE-DUC (MEUSE)



# TÉMOIGNAGES

## Soucieux aussi « pour l'avenir »

« **VOUS AVEZ** l'impression de parler à deux personnes différentes en même temps, non ? » s'inquiète Louiza, à raison. Cette trentenaire, mère d'un écolier et d'une collégienne, est comme coupée en deux. D'un côté, le regard de son aînée, qui piaffe chaque matin de retrouver ses copines de 4<sup>e</sup>, lui fait espérer que la « vie sociale » continue dans les cours de récré. « Elle va bientôt avoir 14 ans, elle ne va pas jouer toute sa vie avec sa maman... » De l'autre, Louiza songe aux parvis des écoles où la petite foule des parents s'agglutine chaque soir, à ces CP qui supportent mal le masque et le retirent parfois. Et sa pensée vire à 180 degrés : « Je suis une personne vulnérable, enceinte de huit mois et avec des antécédents d'AVC, je ne veux pas que mes enfants ramènent le virus... Il faudrait tous se reconfiner un mois correctement. Non ? »

Cette maman de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) n'est pas la seule déboussolée face à deux impératifs antagonistes, l'un sanitaire, l'autre pé-

dagogique. A Moulins (Allier), Alexandra penche pour des cours en demi-groupes pour son aînée lycéenne... mais pas pour ses jumeaux collégiens, bien que la situation sanitaire ne soit pas plus favorable dans leur établissement « où les classes sont à 28 élèves et où des surveillants laissent les jeunes s'embrasser sans rien dire. Mais je sais que, pour eux, le suivi à la maison serait difficile », avoue-t-elle, pas pressée de s'improviser, une fois encore, répétitrice pour ses quatre enfants.

### Zone blanche

Enrico Schaeffer, père d'une lycéenne interne, milite pour un tour de vis sanitaire au lycée Poincaré de Bar-le-Duc (Meuse), où se retrouvent cha-

que jour 1 200 élèves – une masse imposante, à l'échelle de ce département rural. Mais il voudrait que sa fille bénéficie d'une exception. « A la maison,

elle va décrocher, car on habite juste à côté d'une zone blanche : une fois sur trois, on n'a pas Internet, elle ne pourra rien faire d'autant qu'elle n'a plus de manuel papier, tout est sur l'ordinateur fourni par la région », s'inquiète ce fonctionnaire. Et de s'exclamer : « Deux années scolaires de suite perturbées, c'est la ruine de notre jeunesse ! »

### L'angoisse de Parcoursup

Cette inquiétude d'un niveau scolaire en chute libre, c'est ce qui a motivé les trois associations de parents du lycée Paul-Lapie de Courbevoie (Hauts-de-Seine) à exiger ce week-end une organisation en deux groupes, « par demi-journées, pour que tous les élèves viennent tous les jours au lycée et il faut qu'ils puissent suivre les cours à distance par visio, en direct : c'est indispensable pour limiter la casse », insiste Joëlle Paris, membre de la fédération de parents FCPE, et dont la fille en terminale peine à retrouver ses notes d'avant le premier confinement. « Elle était à 12, 13 sur 20 de moyenne, maintenant c'est plutôt 8

ou 9 sur 20... On est super inquiets pour son avenir, car l'accès ne se fait plus de droit à l'université pour les bacheliers. Parcoursup ne fera pas de quartier », tremble Joëlle.

Stéphanie, enseignante et mère d'une élève de terminale à Chantilly (Oise), s'émeut aussi du désarroi des jeunes « qui ont un énorme besoin de contact avec leurs amis : les priver de cela, c'est dangereux, pour le moral et pour le décrochage », juge-t-elle.

Saphia aussi se fait un sang d'encre pour sa petite de 9 ans, pour qui le premier confinement a signé un vrai décrochage scolaire. Depuis la rentrée, Saphia a engagé un professeur particulier pour

l'aider à remonter la pente du CM 1, avec un certain succès. Mais la boule au ventre reste : elle craint que la pression sanitaire et politique ait bientôt raison de l'ouverture des écoles primaires et des collèges, après les facs et les lycées. « Ce serait une catastrophe, rien que d'y penser je tremble de tout mon corps ! » s'exclame cette titi du X<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et d'ironiser : « Je ne peux même pas me raccrocher à l'idée que ma fille pourra faire comme moi, ma mère et ma grand-mère : arrêter les études et reprendre l'affaire familiale, explique cette patronne de restaurant. Je ne sais pas si on va survivre à la crise ! »

**CH.B.**





LP/ ARNAUD JOURNIS

Garder les établissements scolaires ouverts toute l'année, c'est ce que vise le nouveau protocole sanitaire renforcé qui entre en application aujourd'hui.



Courbevoie (Hauts-de-Seine) et Paris, hier. Joëlle (à g.) et Saphia (à dr.) sont tiraillées entre la crainte du virus et celle de voir leurs enfants décrocher à l'école.



LP/ ARNAUD JOURNIS - LP/ DELPHINE GOLDSZTEIN